

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENTAL

Arrêté préfectoral complémentaire portant complément des prescriptions applicables aux installations exploitées par la société AXEREAL sur le territoire de la commune de Boissy-lès-Perche

(ICPE n°167)

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 181-14, L. 511-1, L. 514-5, R. 181-45 et R. 512-45 ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables soumis à autorisation sous la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1730 du 12 septembre 1985 autorisant la société Coopérative Agricole du Dunois à exploiter un centre de stockages de céréales à Boissy-lès-Perche ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1795 du 30 mai 1989 autorisant la société Coopérative Agricole du Dunois à exploiter un centre de stockages et de séchage de céréales à Boissy-lès-Perche ;

Vu l'arrêté préfectoral n°72-2024 du 19 juillet 2024, portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

Vu le récépissé de changement de dénomination sociale du 24 août 2009 actant du changement de nom de la société coopérative agricole du Dunois pour la dénomination AGRALYS ;

Vu le récépissé de changement de dénomination sociale du 24 octobre 2014 actant du changement de nom de la société coopérative agricole AGRALYS pour la dénomination AXEREAL ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées suite à la visite du 13 septembre 2021 de l'inspection des installations classées ;

Vu le courrier de l'exploitant du 12 novembre 2021 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement transmis en date du 23 mai 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté porté le 17 juin 2024 à la connaissance du demandeur ;

Considérant que l'établissement exploité par AXEREAL sur le territoire de la commune de Boissy-lès-Perche est un établissement comportant des installations classées pour la

protection de l'environnement et relevant du régime de l'autorisation pour la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dont les risques et les nuisances sont réglementées par l'arrêté ministériel susvisé du 29 mars 2004 modifié ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté le 29 mars 2024, que l'exploitant n'a pas réalisé un cantonnement entre la fosse de réception et la tour de manutention du silo n°2 afin de limiter l'empoussièrement, comme il l'avait proposé dans son courrier du 12 novembre 2021 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas justifié la résistance de la porte de découplage entre la tour de manutention du silo et le ciel des cellules du silo n°3 (la tenue de la porte en position fermée reposant uniquement sur la résistance de son pêne à une surpression de 32 mbar, en regard du sens d'ouverture de la porte vers la galerie) ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir,

ARRÊTE

Article 1^{er} – La société AXEREAL, dont le siège social est situé 36 rue de la Manufacture à Olivet (45166), pour les activités qu'elle exploite au lieu-dit « Le Bourg », sur le territoire de la commune de Boissy-lès-Perche (28340), est tenue de respecter, **dans un délai de 3 mois**, les dispositions complémentaires suivantes :

a) La Société AXEREAL met en place un dispositif de cantonnement entre la fosse de réception et la tour de manutention du silo n°2 afin de limiter l'empoussièrement dans la tour de manutention du silo n°2.

b) L'exploitant justifie du renforcement du dispositif de découplage existant entre la tour de manutention du silo et le ciel des cellules du silo n° 3.

Article 2 - SANCTIONS

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

A – Recours contentieux

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture .

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télé recours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

B – Recours administratif

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois :

- recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la Citoyenneté - place de la République – 28019 CHARTRES Cedex,
- recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées - Direction générale de la prévention des risques – Tour Pascal A et B Tour Sequoia - 92055 La Défense CEDEX.

L'exercice d'un recours administratif prolonge de deux mois les délais prévus au A 1° et 2° ci-dessus.

Tout recours (excepté le télé recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Article 4 – NOTIFICATIONS-PUBLICATIONS

1. Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
2. L'arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture d'Eure-et-Loir pendant une durée minimale de 4 mois.
3. Une copie de l'arrêté est transmise à Monsieur le Maire de Chartres et à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire.

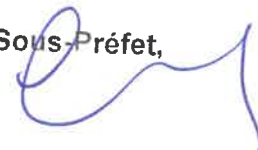
Article 5 – EXÉCUTION

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARTRES, le 02 AOUT 2024

 Le Préfet,

Le Sous-Préfet,



Christophe HERIARD

